

2025

Rapport Annuel

Liste des abréviations

CEB	: Communauté Ecclésiastique de Base
CEI	: Conférence Episcopale Italienne
CFP	: Centres de Formation Professionnelle
DPE	: Développement de la Petite Enfance
ECD	: Early Childhood Development
EFTP	: Programme d'Enseignement et de Formation Techniques et Professionnels
FOSA	: Formations Sanitaires Agréées Catholiques
GEC	: Groupements d'Épargne et de Crédit
JADF	: Joint Action Development Forum
NST2	: Stratégie nationale de transformation 2
ODD	: Objectifs de Développement Durable
PBF	: Performance-Based Financing
PFN	: Planification Familiale Naturelle
PIA	: Plan Intégré d'Autopromotion
PSTA	: Stratégie de Transformation Agricole
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

Table des Matières

Liste des abréviations	I
Avant propos	III
Qui sommes-nous?	IV
● Vision	IV
● Mission	IV
● Valeurs	IV
Introduction Générale	1
Réalisations et Impact	2
I. Capacités de mobilisation et de gestion des ressources	2
II. Sensibilisation, mobilisation et renforcement des capacités des communautés à la résilience économique et aux crises humanitaires	4
III. Accès équitable à des services de santé préventifs, promotionnels, curatifs et palliatifs	8
IV. La prévention efficace et une prise en charge communautaire des maladies transmissibles et non transmissibles	9
V. Faciliter les familles dans la prise de décision éclairée et responsable en matière de méthodes de planification familiale naturelle	10
VI. L'état nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes, des enfants de moins de 6 ans et des filles adolescentes	12
VII. Les capacités économiques des personnes vulnérables vis-à-vis développement intégral et durable	14
Les leçons apprises, défis et voies de sortie	23
Planification Operationnelle 2026	28



Abbé Oscar KAGIMBURA

Secrétaire Général, Caritas Rwanda

Chers Partenaires,

Nous nous réjouissons de notre franche collaboration qui, au long de l'année 2025, nous a permis de sauver la vie des vulnérables et des communautés que nous servons. Malgré les différents changements inattendus qui nous ont secoué énormément, ensemble nous avons pu maintenir notre soutien aux nécessiteux bien qu'avec difficultés. Des réalisations relatées ci-après représentent un travail assidu du réseau Caritas Rwanda composé de 10 Caritas diocésaines, ainsi que des congrégations religieuses ayant des activités sociales et caritatives dans leurs interventions.

Nous encourageons et interpelons les jeunes à jouer un rôle important dans la mission de Caritas Rwanda, apportant la plus-value aux volontaires des Communautés Ecclésiales de Base (CEB) de leur ressort, pour qu'ensemble, nous témoignons davantage notre présence et soulagement à ceux qui souffrent des maladies, des conflits régionaux, de la faim, de la pauvreté, des effets du changement climatique, des désastres naturels etc, en les aidant à recouvrer l'Espoir de vie descende.

Merci à toutes et à tous, ayant contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation des activités détaillées dans les pages qui suivent.



Digitally signed by Caritas
Rwanda(Secretary General)
Date: 2026.03.19 10:07:46
+02'00'

Abbé Oscar KAGIMBURA

Secrétaire Général

Caritas Rwanda



Qui SOMMES-NOUS?

Caritas Rwanda est une organisation non gouvernementale légale depuis 1962, travaillant en réseau, mandaté par l'Eglise Catholique au Rwanda à faire la pastorale des œuvre socio-caritatives, de la santé et du développement humain Intégral sans aucune discrimination. Elle est membre de la Confédération Caritas Internationalis depuis 1965.



VISION

Promouvoir la dignité humaine à tout l'homme et tout homme.



Mission

Aider les personnes dans le besoin en promouvant leur développement humain intégral, en s'inspirant de la charité évangélique.



VALEURS

Dignité des êtres humains, Solidarité, Service, Subsidiarité et partenariat, Compassion, Espérance, Egalité, Justice, Intendance.

Introduction Générale

Le rapport des réalisations de Caritas Rwanda 2025 et le tout premier rapport dès la mise en place du nouveau Plan Stratégique 2025-2030 de Caritas Rwanda. Au cours de l'année 2025, les interventions de Caritas Rwanda ont connues des perturbations significatives, liées à des coupures de financement par le Gouvernement Américain, ce qui a eu impact sur 205.000 à l'âge de la reproduction, 181.250 enfants de moins de 5 ans et leurs mamans et plus de 1.200 réfugiés qui recevaient l'assistance dans leurs efforts de consolidation économique vers le chemin de la résilience.

Nos interventions comme toujours sont en complémentarité avec les politiques nationales et internationales en vigueur : les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, la Vision 2050, la Stratégie nationale de transformation 2 (NST2) (2024/25-2028/29), la Stratégie de Transformation Agricole (PSTA5), le nouveau Plan Stratégique National du Secteur de la Santé (HSSP V, 2025-2029) etc.

Les réalisations relatées dans ce rapport relèvent des domaines des œuvres sociales et Caritatives, de la santé et du développement communautaire. La communauté a été animée et formée dans les domaines différents à savoir l'assistance et d'entraide mutuelle au profit des nécessiteux, la protection sociale, ce qui a permis d'appuyer les vulnérables et démunis de toutes sortes, sans discrimination aucune.

Les services de soins de santé ont continué via les infrastructures sanitaires agréées couvrant environ 30% des structures sanitaires du pays, permettant de réduire la mortalité maternelle et des enfants de moins de cinq ans, de diminuer la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans (33% niveau national). Les efforts d'atteindre la sécurité alimentaire et la résilience économique au niveau familial ont continué à travers le renforcement des capacités des agri-éleveurs en technique de production respectueuses de l'environnement, l'entreprenariat chez les jeunes et les femmes etc.

Les 10 branches de Caritas Rwanda communément appelées les Caritas Diocésaines décentralisé jusque dans les communautés ecclésiales de base a joué un rôle clé et les réalisations qui sont relatées ci-après reflètent une compilation du réseau Caritas à tous les niveaux.

I. Capacités de mobilisation et de gestion des ressources

Les principales interventions ont porté sur l'orientation stratégique 2025–2030 visant à renforcer les capacités de mobilisation et de gestion des ressources. Différentes activités ont été réalisées, notamment la tenue de réunions avec les parties prenantes, la planification et le suivi budgétaire des projets, la tenue régulière de la comptabilité, l'élaboration des rapports financiers ainsi que la gestion administrative du personnel.

Ces actions s'inscrivent dans l'atteinte de deux résultats sous-jacents : le partenariat avec les acteurs/parties prenantes renforcé et la capacité de l'Organisation à mobiliser et à gérer les actifs, les ressources financières et humaines améliorée. Au cours de l'année 2025, des efforts ont été entrepris afin de renforcer les mécanismes de mobilisation des ressources, d'améliorer leur gestion stratégique et d'en optimiser l'impact au bénéfice des communautés les plus vulnérables.

La Caritas Rwanda réaffirme son engagement à promouvoir une gouvernance responsable, fondée sur la transparence, la redevabilité et l'efficacité, afin de contribuer durablement à l'amélioration des conditions de vie des personnes les plus vulnérables, en favorisant un développement humain intégral dans un esprit de solidarité. Signalons qu'au début de l'année, la suspension des financements de USAID a entraîné des ajustements significatifs aux niveaux budgétaire et opérationnel de Caritas Rwanda. Ces ressources contribuaient de manière importante à la mise en œuvre des projets Gikuriro Kuri Bose et Kora Wigire/PAC, qui ont par conséquent été clôturés.

Sur le plan des ressources humaines, les contrats du personnel affecté à ces projets ont été suspendus et des réaménagements organisationnels ont été opérés pour le personnel partagé entre différents programmes. Malgré ce contexte, Caritas Rwanda demeure engagée dans la diversification de ses partenariats et le renforcement de ses mécanismes internes, afin de garantir la continuité, la qualité et la durabilité de ses interventions au service des communautés bénéficiaires.

I.1. Partenariat avec les acteurs/parties prenantes

Différentes réunions ont été organisées au cours de l'année, tant au niveau national que diocésain, afin d'assurer une meilleure collaboration avec les partenaires locaux et internationaux. Cette collaboration étroite avec les partenaires a permis de renforcer les liens existants et de collecter les retours et d'analyser les défis rencontrés et d'identifier les perspectives d'amélioration. Grace aux échanges faites et retours collectés, il y a eu des extensions de certains projets (cas de la Caritas Butare avec MISEREOR et AFRIKA HILFE STIFTUNG et Gikongoro avec Trocaire) intégrant de nouvelles stratégies adaptées aux besoins actuels des bénéficiaires et au contexte d'intervention et de nouveaux partenaires ont été mobilisés.

Par ailleurs, au-delà des réunions initiées par la Caritas, toutes les Caritas ont activement participé à diverses réunions et conférences organisées par leurs partenaires. Il s'agit notamment des rencontres organisées au niveau des Confédérations, ainsi que de celles initiées par les autorités locales. En tant que membre de différents groupes thématiques de travail (TWG), Caritas contribue régulièrement aux échanges et participe activement aux cadres de concertation tels que le JADF, aux côtés d'autres intervenants.

Ces plateformes favorisent la coordination des actions, le partage d'expériences et le renforcement des synergies pour une intervention plus efficace. Afin de renforcer sa visibilité, sa redevabilité et sa capacité de mobilisation des ressources, la Caritas a rendu pleinement opérationnelle sa communication digitale, notamment à travers les réseaux sociaux. Différentes plateformes ont été utilisées entre autres Facebook, X, Instagram, LinkedIn, YouTube, WhatsApp etc. tout en respectant des principes éthiques et la protection des données et de l'image des bénéficiaires.

Les rapports annuels ont été publiés, permettant une meilleure visibilité des actions menées et des résultats obtenus. Caritas Rwanda a également fait le paiement des cotisations statutaires à Caritas Internationalis et à Caritas Africa, des cotisations permanentes au sein du JADF et aux Économats Généraux des diocèses ont été versées. Des réunions du Conseil d'Administration/Comité diocésains et de l'Assemblée Générale ont été organisées dans le but de garantir une bonne gouvernance, une transparence accrue et l'efficacité des décisions prises, tant au niveau national qu'au niveau diocésain. Les activités de ce résultat ont été réalisées à 99% comparé aux prévisions budgétaires.

La collaboration étroite avec les partenaires a permis de consolider les relations existantes, de recueillir leurs retours, d'analyser les défis rencontrés et d'identifier des pistes d'amélioration. Grâce à ces échanges constructifs, certains projets ont connu des extensions, notamment à la Caritas Rwanda avec CRS, WV et RBC, à la Caritas Butare avec les partenaires MISEREOR et AFRIKA HILFE STIFTUNG, ainsi qu'à Gikongoro avec Trocaire. Ces prolongations ont intégré de nouvelles stratégies mieux adaptées aux besoins actuels des bénéficiaires. Par ailleurs, ces efforts ont également contribué à la mobilisation de nouveaux partenaires.

I.2. La capacité à mobiliser et à gérer les actifs, les ressources financières et humaines

Plusieurs initiatives d'investissement ont été mises en œuvre afin de favoriser l'autofinancement et de garantir la pérennité des activités de l'organisation. Parmi celles-ci :

- L'acquisition de nouveaux équipements, tels que des véhicules, des logiciels et des ordinateurs, renforçant ainsi la capacité opérationnelle et l'efficacité des services ;
- La rénovation de certaines maisons, désormais mises en location, générant des revenus stables pour l'organisation ;
- L'extension des activités agricoles et d'élevage, notamment la production porcine et bovine, contribuant à diversifier les sources de revenus et à soutenir financièrement les programmes.

Ces initiatives ont permis de promouvoir l'autonomie financière des Caritas tout en renforçant ses moyens matériels et opérationnels. Au cours de cet exercice, les salaires du personnel, les frais d'assurance médicale, les frais de fonctionnement ainsi que les formations ont été pris en charge afin de renforcer l'efficacité organisationnelle et la performance des équipes.

Les impôts, taxes et autres contributions patronales ont été régulièrement versés aux institutions compétentes, notamment à la Rwanda Revenue Authority (RRA) et au Rwanda Social Security Board (RSSB), conformément à la législation en vigueur. Des visites d'échange d'expériences ont été organisées, notamment celle effectuée à Caritas Ruhengeri, dans le but d'améliorer les stratégies de collecte de fonds durant le Mois de la Charité et de la Miséricorde. Ces initiatives ont permis de capitaliser les bonnes pratiques.

Les audits annuels ainsi que les évaluations des projets ont été réalisés afin d'assurer la conformité aux procédures internes et aux exigences des partenaires, et de renforcer les mécanismes de contrôle et de gestion des risques. Les revenus générés par ces investissements ont permis de contribuer à la préparation du SCEAM, contribuant ainsi de manière significative à la visibilité de l'Église Catholique au Rwanda.

Au-delà de cet événement, ces investissements ont continué de financer les frais de fonctionnement de Caritas, même après la suspension inattendue de certains projets, et renforcent la capacité de l'organisation à poursuivre sa mission. Les visites d'échange d'expériences ont permis de capitaliser les bonnes pratiques et d'améliorer les stratégies de mobilisation des ressources, contribuant ainsi à une augmentation des fonds collectés par rapport aux années précédentes.

L'organisation d'audits financiers annuels dans les différentes Caritas a permis de garantir une gestion financière transparente tandis que les évaluations des projets à mi-parcours et annuels ont permis de faire un point sur les résultats, d'évaluer leur efficacité et de réajuster les stratégies, si besoin.

II. Sensibilisation, mobilisation et renforcement des capacités des communautés à la résilience économique et aux crises humanitaires

II.1. Appropriation de la vision, mission et interventions de Caritas par les agents pastoraux

La famille Caritas Rwanda a organisé des activités/réunions de sensibilisation/ animation et formations à l'esprit Caritas aux 55.509 agents pastoraux (prêtres, les religieux et religieuses et les séminaristes), la communauté et les bénévoles impliqués dans les services de Caritas.

Cette activité a permis aux agents pastoraux, à la communauté et aux bénévoles de s'impliquer davantage dans des activités de prise en charge des vulnérables, surtout des personnes en situation de handicap et, ont amélioré leur façon de rendre compte.



Les Participants (les Curés, Prêtres responsables de Caritas, les présidents Paroissiaux de Caritas) lors de la formation de deux jours à l'esprit Caritas, Diocèse de Byumba.

II.2. Engagement de la communauté dans la prise en charge des personnes vulnérables dans l'esprit de solidarité

Pour contribuer à ce résultat la Famille Caritas a réalisé diverses interventions dont l'animation à l'esprit Caritas dans les temps forts de l'Eglise, le mois de charité et la journée Caritas au niveau de communauté, des écoles et autres personnes de bonne volonté.

De cette animation, les collectes ont servi à réaliser d'autres interventions sous ce résultat s'orientant dans l'octroi des aides multiples à différentes catégories des vulnérables, entre autre l'assistance aux personnes âgées, les sans-abris, assurer la scolarisation des enfants vulnérables (primaire et secondaires), les filles mères, enfants et jeunes handicapés, prisonniers, etc. qui sont octroyés, entre autre, l'assistance à l'habillement, ticket, partage de repas, soins de santé, matériel d'hygiène, journées de travail aux vulnérables.



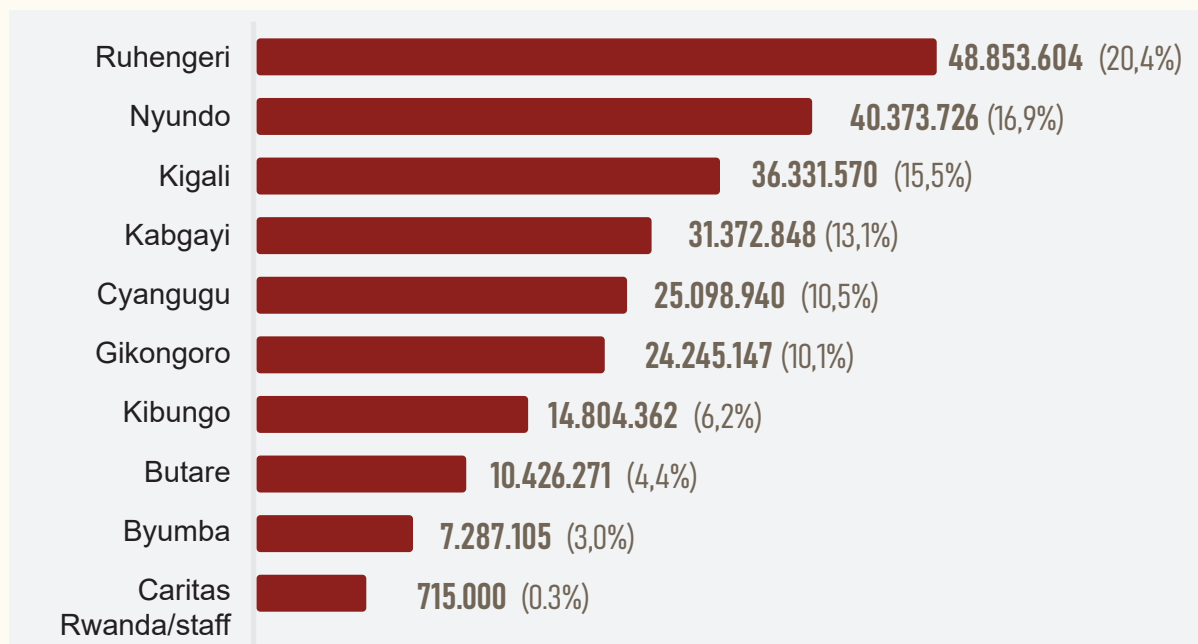
Enfant avec une jambe droite amputée et a bénéficié d'un béquille pour marcher.

Quelques changements ont été observés:

- Amélioration du bien-être, les enfants assistés ont pu suivre leurs études avec motivation et le rendement scolaire a augmenté,
- Les filles mères ont été réintégrées (réintégration sociale et communautaire),
- Changement de mentalité des communautés vers les interventions inclusives aux personnes en situation de handicap.

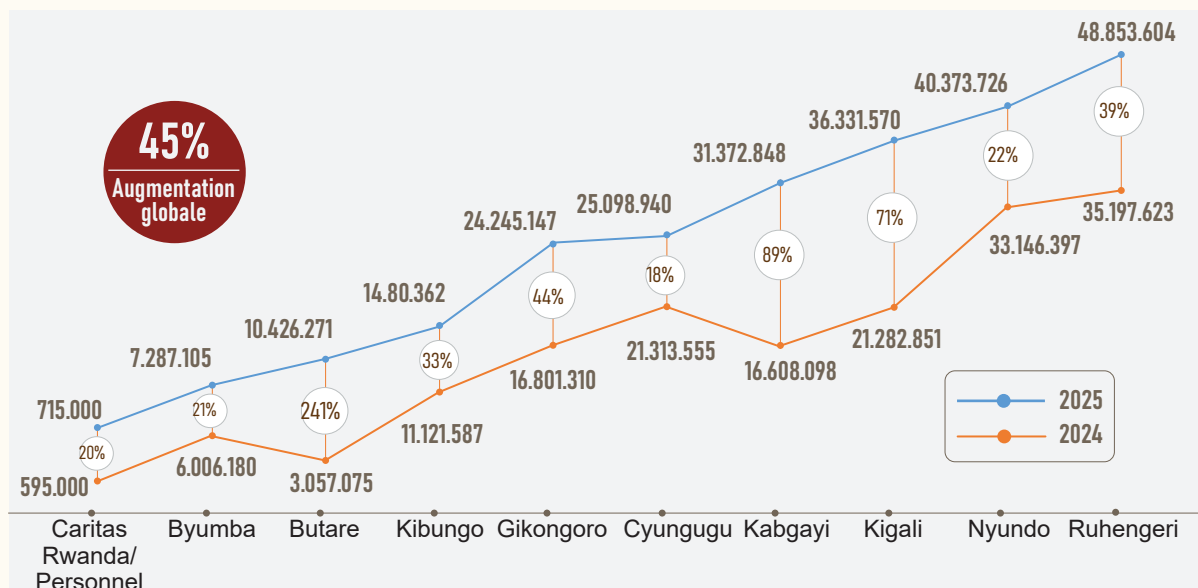
Grace à la mobilisation de la communauté à l'esprit Caritas, il y eut une évolution de la collecte du mois de la charité de **165.129.656 Frw** en 2024 à **239.508.573 Frw** en 2025. Les détails par Diocèse sont représentés ci-après pour 2025 et évolution vis-à-vis 2024.

Figure 1. Collectes du mois de la charité et de la Miséricorde par Diocèse en Frw, 2025



Étant donné les efforts déployés dans la mobilisation de la communauté en faveur de l'augmentation des contributions destinées aux pauvres et aux personnes démunies, l'année 2025 a enregistré une amélioration des réalisations au sein de la famille Caritas par rapport à l'année précédente (FY24), le diocèse de Ruhengeri demeurant toujours en tête.

Figure 2. La tendance de l'augmentation des collectes du mois de la charité, 2024 - 2025



II.3. Le changement de comportement vis-à-vis du concept pauvreté

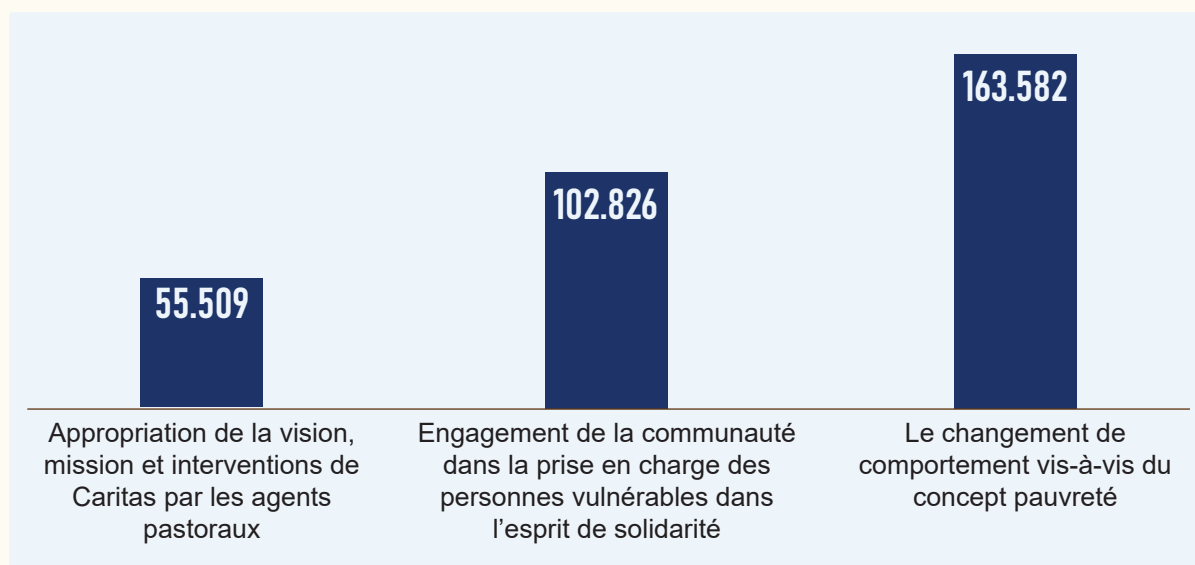
La famille Caritas a procédé à la sensibilisation de différents groupes cibles à l'auto prise en charge et a donné un appui financier/matériels aux différentes catégories de nécessiteux pour l'amélioration de leurs conditions de vie, soit individuellement ou en passant par leurs groupes. Les initiatives de certaines personnes vulnérables ont été appuyés pour arriver à l'auto prise en charge.

L'exemple de Vestine AYINGENEYE, de la Paroisse Masaka, qui, grâce à un soutien financier de 300.000 frw s'est investi dans l'élevage des lapins, des poules, des chèvres et de la couture, parvient à nourrir et à satisfaire les soins de santé et de bien d'autres besoins primordiaux de sa famille. Ces changements sont renforcés par les différents témoignages dont celui-ci venant du membre de la communauté de Caritas Butare:

« Aujourd'hui, nous avons pleinement conscience de notre responsabilité envers les personnes vulnérables de notre ressort. Nous ne les voyons plus comme de simples bénéficiaires, mais comme des membres à part entière dont le bien-être dépend aussi de notre engagement collectif. Grâce aux actions menées, nous nous sentons davantage impliqués et motivés à agir concrètement pour leur venir en aide ».

Les personnes appuyées ont affiché certains changements positifs dont notamment leur capacité à satisfaire leurs besoins primordiaux, quelques personnes appuyées atteignant leur autonomie (accès au bétails et espace agricole de par leur propre moyens) et surtout appropriation de leur développement éradiquant ainsi l'esprit d'attentisme et de mendicité. En résumé, les personnes servis sont représentées dans la figure qui suit :

Figure 3 . Les personnes sensibilisés et mobilisés à l'auto prise en charge communautaire





Témoignage 1. De la rue au service des autres : M. l'Abbé Jean Bosco NSHIMIYIMANA, Archidiocèse de Kigali.

“Je suis né en 1985 dans le district de Gasabo, Secteur Gikomero et j'ai été ordonné Prêtre le 20 juillet 2025 dans la congrégation des Rogationnistes du cœur de Jésus. Je suis l'un des enfants qui ont été encadrés et pris en charge par le centre Abadacogora-Intwari de la Caritas Kigali depuis le 13/04/2010. Il m'a assuré la scolarité depuis l'école secondaire au collège du Christ Roi. J'ai fait l'école primaire étant âgé car j'avais commencé en première année à l'âge de 14 ans suite au manque de moyens financiers, âge de terminer les écoles primaires dans de bonnes conditions. Je vivais dans la rue, où la vie était amère, très difficile même pour avoir de quoi manger, suite à ma séparation avec ma famille à l'âge de 9 ans, suite au génocide perpétré contre les Tutsi en 1994. J'ai vécu dans la rue après le génocide et puis dans 4 familles d'accueil à Kacyiru jusqu'en 2008 quand la paroisse Kacyiru m'a récupéré.

Quand j'ai terminé l'école primaire, la paroisse Kacyiru a saisi la Caritas Kigali pour qu'elle puisse me payer le minerval durant mes études secondaires au Christ Roi. J'adresse mes remerciements à la Caritas Kigali et surtout aux animateurs du Centre pour les conseils et affections qu'ils m'ont donné à la place de mes parents biologiques.

Un message de réconfort aux enfants qui souffrent aujourd'hui est qu'ils aient toujours espoir de la rédemption, qui nous ramène notre dignité humaine et nous rend capable de redonner aux autres espoirs de vie. Je compte, dans l'avenir, rédiger un livre de ma biographie dont une grande partie sera dédiée à la Caritas Kigali à travers son Centre Abadacogora-Intwari. C'est grâce à eux que je suis un homme intègre dans la société”. Ce témoignage cadre avec l'assertion du Pape Léon XIII appelle : *“La charité qui élève l'homme tout entier, corps et âme, et le rend capable de servir Dieu et la société.”*

III. Accès équitable à des services de santé préventifs, promotionnels, curatifs et palliatifs

III.1. L'accessibilité, la disponibilité et la qualité des services de santé primaires

L'amélioration de l'accès équitable à des soins de santé de qualité a été soutenue par des interventions menées au sein des Formations Sanitaires Agréées Catholiques (FOSA) et dans les communautés environnantes. Celles-ci ont porté sur la prévention et la promotion de la santé, la prise en charge intégrée des patients, la mobilisation communautaire en faveur des mutuelles de santé, le renforcement des capacités de gouvernance des FOSA, l'organisation des Journées Mondiales des Malades, ainsi que la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sanitaires.

Un comité de pilotage (Steering Committee) mis en place en 2021 a été un levier clé pour l'autonomie et la performance des formations sanitaires. Avant 2021, la collaboration entre les (FOSAs) et la Coordination Médicale Diocésaine faisait face à plusieurs défis, notamment une coordination limitée, une mobilisation insuffisante des ressources internes et une prise de décision parfois fragmentée. Ces contraintes affectaient la performance des services de santé et la capacité des structures à répondre efficacement aux besoins de la population.



Ce cadre stratégique a permis d'améliorer la gouvernance, renforcer la collaboration entre les acteurs du système de santé diocésain et assurer l'alignement des interventions sanitaires avec la vision et les valeurs de l'Église Catholique.

Le Comité de Pilotage a joué un rôle central dans la définition des orientations stratégiques en matière de santé (i), la validation des plans d'action, budgets et documents stratégiques (ii), le suivi de la mise en œuvre des activités et de la performance des FOSAs (iii), la coordination entre les formations sanitaires, le diocèse et les institutions étatiques (iv), la prise de décisions stratégiques face aux défis majeurs (v), la mobilisation des ressources financières et humaines (vi) et l'appui à la communication et au plaidoyer institutionnel (vii).

Grâce à la mobilisation annuelle des contributions financières des FOSA (1,800,000 Frw par hôpital et 840,000 Frw par centre de santé), la Coordination Médicale Diocésaine dispose désormais de ressources stables pour assurer le paiement des salaires du personnel, l'organisation régulière des réunions de coordination, les activités de suivi-évaluation ainsi que des ateliers et séminaires de renforcement des capacités.

En mars 2025, le Comité a coordonné la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation d'un audit financier couvrant 2 hôpitaux et 15 centres de santé, renforçant ainsi la transparence, la redevabilité et la qualité de la gestion financière.

III.2. L'accessibilité, la qualité et la demande en santé maternelle, néonatale et infantile

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services de santé maternelle, néonatale et infantile, ainsi qu'à la prévention et à la prise en charge des maladies transmissibles et non transmissibles, il y a eu le renforcement des compétences des prestataires de soins, l'intensification de la mobilisation communautaire, l'amélioration des consultations prénatales, la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant et le renforcement de la couverture vaccinale, touchant au total 155,860 bénéficiaires.

IV. La prévention efficace et une prise en charge communautaire des maladies transmissibles et non transmissibles

IV.1. Les capacités de contrôle des maladies infectieuses et de gestion des risques

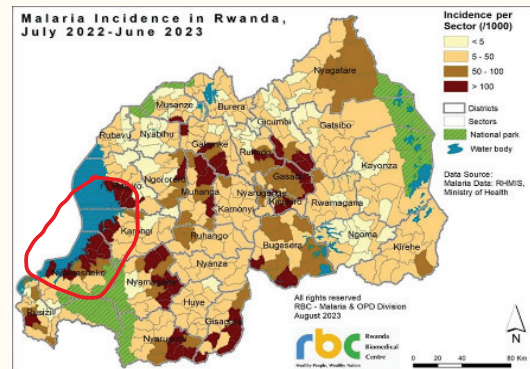
Au cours de l'année 2025, les interventions de lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles ont permis de rendre différents service à plus de 2.617.679 bénéficiaires . Il y a eu principalement le renforcement des capacités des Formations Sanitaires Agréées Catholiques (FOSA) en matière de détection précoce, de préparation, de réponse et d'atténuation des urgences de santé publique et des maladies transmissibles. Elles ont également visé la sensibilisation de la communauté sur les mesures de prévention et de prise en charge des maladies transmissibles et non transmissibles, notamment le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose, le diabète, l'hypertension artérielle et certains cancers.

La mobilisation communautaire à travers l'Umuganda a été une réponse durable à la prévention du paludisme: Cas des secteurs de Nyabitekeri (District Nyamasheke) et Mushubati (District de Rutsiro). Le paludisme demeure un défi majeur de santé publique dans plusieurs secteurs de la Province de l'Ouest, notamment dans les zones exposées à des risques environnementaux tels que la présence d'eaux stagnantes. Dans les secteurs de Nyabitekeri (District de Nyamasheke) et de Mushubati (District de Rutsiro), une recrudescence des cas de paludisme a été observée parmi les ménages vivant à proximité de grandes étendues d'eau, constituant des gîtes larvaires favorables à la prolifération des moustiques.

Au cours des sessions de Communication Interpersonnelle (IPC) de routine et des visites à domicile, Caritas Rwanda, en collaboration avec les acteurs de santé communautaires, les leaders locaux et religieux, ainsi que les membres de la communauté, ont identifié d'importantes accumulations d'eaux stagnantes dans le secteur de Nyabitekeri comme l'un des principaux facteurs contribuant à la persistance de la transmission du du paludisme.

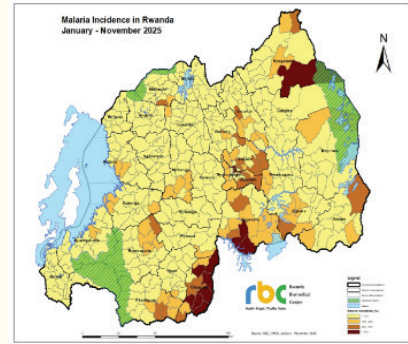
Des constats similaires ont été relevés dans le secteur de Mushubati lors des visites de suivi à domicile. Les familles affectées ont signalé des épisodes fréquents de paludisme, entraînant des absences répétées au travail, une baisse de la productivité et une augmentation des dépenses directes liées aux soins de santé.

Face à ce constat, la communauté a participé à une réflexion collective qui a abouti à l'organisation d'Umuganda pour l'élimination des gîtes larvaires et au nettoyage des environs lors des sessions de Communication interpersonnelle (CIP), une solution collective et durable. Cette activité a illustré un fort niveau d'appropriation et de redevabilité communautaires, les habitants assumant pleinement la responsabilité de la protection de leur santé et de leur environnement.



« La santé des familles devrait être une priorité. Lorsque nous avons sensibilisé les fidèles et participé activement à l'Umuganda, chacun a compris que la prévention du paludisme est l'affaire de tous », a déclaré un leader religieux de Nyabitekeri. Une bénéficiaire du secteur Mushubati a également témoigné : « Avant, nous tombions souvent malades du paludisme. Depuis le nettoyage des eaux stagnantes, nous avons remarqué une amélioration et nous savons maintenant comment prévenir la maladie. »

Le succès de cette initiative repose sur l'information, l'implication et la responsabilité partagée des communautés. Elle constitue un exemple reproductible de collaboration locale pour protéger la santé, améliorer le bien-être et renforcer la résilience face aux risques sanitaires. Comme l'illustre l'image ci-attachée présentant la situation du paludisme de janvier à décembre 2025, comparativement à la période de juillet 2022 à juin 2023, les résultats observés, notamment la réduction significative des cas de paludisme dans la Province de l'Ouest et particulièrement dans les districts à forte incidence, en témoignent clairement.



IV.2. L'accès et la disponibilité des services de santé reproductive, ainsi que des services de prévention et de soins curatifs des maladies infectieuses pour les jeunes et les groupes à haut risque

Dans le cadre du renforcement de l'accès et de la disponibilité des services de santé de la reproduction, ainsi que des services de prévention et de prise en charge des maladies infectieuses chez les jeunes et les groupes à haut risque, les interventions mises en œuvre ont permis d'atteindre 41.468 bénéficiaires.

IV.3. L'accès à la prévention, au dépistage, au traitement, aux soins palliatifs et à la réhabilitation des maladies non transmissibles est amélioré.

Les interventions ont porté sur la prise en charge intégrée des maladies chroniques, incluant le dépistage précoce, le traitement et le suivi au niveau des FOSA ainsi qu'au sein des communautés. Une attention particulière a été accordée à l'accompagnement des personnes atteintes de maladies chroniques en phase avancée, à travers le renforcement des soins palliatifs, contribuant ainsi à améliorer la qualité de vie des patients et à garantir une prise en charge digne et adaptée.

IV.4. La demande, l'accessibilité et la disponibilité des services de santé mentale et psychosociaux

Les interventions ont permis de renforcer la demande, l'accès et la disponibilité des services de santé mentale et psychosociaux au sein des FOSA et au niveau communautaire. Les interventions ont principalement consisté en l'intégration des services de santé mentale dans les soins de santé primaires, à travers le renforcement du dépistage précoce, de la prise en charge, de l'accompagnement psychosocial et de la réhabilitation. Des campagnes de sensibilisation communautaire ont également été intensifiées afin de réduire la stigmatisation et d'encourager le recours aux services spécialisés. Globalement atteint, 2.707.522 bénéficiaires ont été touchés. Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed diam nonummy nibh euismod tincidunt ut laoreet dolore magna aliquam erat volutpat.

V. Faciliter les familles dans la prise de décision éclairée et responsable en matière de méthodes de planification familiale naturelle

V.1. La demande, l'accessibilité, la disponibilité et l'adhésion aux services de qualité du Programme de planification familiale naturelle (PFN) au sein des FOSA et des communautés

Au cours de l'année 2025, 57.064 nouveaux et anciens couples ont bénéficié des services de PFN. Par ailleurs, 226.112 personnes ont été sensibilisées et accompagnées au sein des FOSA et dans les communautés, grâce à l'engagement des prestataires de services PFN formés.



Témoignage 2. La planification familiale naturelle : un choix éclairé pour l'harmonie du couple MBERABAGABO et NYASHIMWE

Le couple MBERABAGABO KIDUMU (30 ans) et NYASHIMWE Soleil (25 ans) vit au village Kagitarama, cellule Gitarama, secteur Nyamabuye, et est affilié au Centre de Santé de Kabgayi. Membres de l'ADEPR, ils ont deux filles âgées de 4 et 3 ans. Avant d'adopter la PFN, ils partageaient plusieurs idées reçues présentes dans leur communauté, notamment que ces méthodes étaient réservées aux catholiques, difficiles à appliquer et peu efficaces. Après la naissance de leur premier enfant, Madame NYASHIMWE Soleil a fait recours à un implant comme méthode d'espacer les naissances,

qui a entraîné des saignements irréguliers, des maux de tête fréquents et une fatigue persistante. Ces difficultés ont affecté sa santé ainsi que l'équilibre du couple, les poussant à rechercher une alternative plus adaptée à leur bien-être familial. Grâce aux séances de sensibilisation et de formation organisées par Caritas Rwanda, en collaboration avec le Centre de Santé de Kabgayi, le couple a découvert la planification familiale naturelle basée sur l'auto observation en 2024.

Malgré leurs doutes initiaux sur la fiabilité et la discipline exigée par la méthode, le couple a progressivement acquis des connaissances scientifiques sur le cycle de fertilité, leur permettant d'identifier les périodes fertiles et infertiles et de planifier leur vie conjugale de manière responsable. Cette expérience a renforcé le dialogue, la prise de décision conjointe et la confiance mutuelle, tout en améliorant la gestion des ressources familiales, contribuant ainsi à la stabilité économique et sociale de leur foyer.

Leur perception de la planification familiale naturelle a profondément évolué. Ils reconnaissent aujourd'hui que cette méthode repose sur des bases biologiques et scientifiques solides, qu'elle est accessible à tous les couples indépendamment de leur confession religieuse, et qu'elle favorise une parentalité responsable sans effets secondaires médicaux. Le couple prévoit d'accueillir un nouvel enfant en 2027, conformément à son projet familial. Actuellement, le couple MBERABAGABO KIDUMU et NYASHIMWE Soleil participe activement aux séances de sensibilisation et encouragent d'autres couples à adopter la PFN, à renforcer le dialogue conjugal et à promouvoir des valeurs familiales solides.

V.2. La synergie et la collaboration avec les partenaires du programme de planification familiale naturelle (PFN)

Nous avons renforcé la collaboration stratégique entre Caritas Rwanda et les principaux acteurs du domaine de la planification familiale, notamment le Ministère de la Santé, le Service National d'Action Familiale et l'Équipe Nationale Technique de Planification Familiale. Cette dynamique partenariale a permis d'améliorer la coordination, l'alignement stratégique et la participation aux cadres nationaux de concertation.

VI. L'état nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes, des enfants de moins de 6 ans et des filles adolescentes

VI.1. L'état nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes et des filles adolescentes

Les principales interventions ont porté sur l'organisation de séances d'éducation nutritionnelle et de démonstrations culinaires, l'identification et le référencement des cas de malnutrition aiguë vers les Formations Sanitaires Agréées Catholiques (FOSA), ainsi que le renforcement des capacités du personnel de santé en matière de dépistage et de prise en charge de la malnutrition chez les adolescentes. Grâce à ces actions ciblées, 4.893 bénéficiaires ont été atteints. Ces résultats traduisent des efforts soutenus malgré des contraintes opérationnelles et budgétaires, tout en posant les bases pour une intensification des interventions au cours de la période suivante.

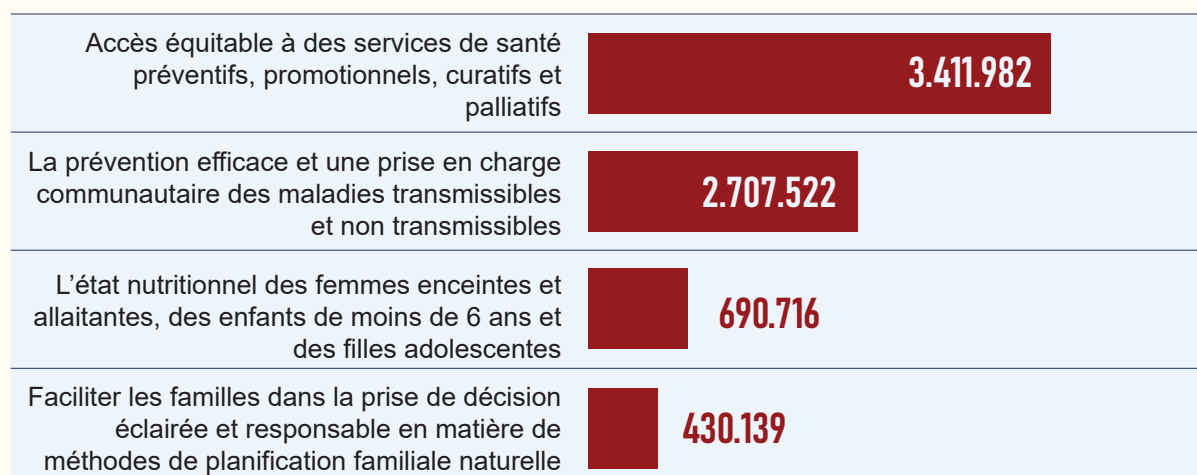
VI.2. L'état nutritionnel chez les enfants de moins de six ans

Les interventions ont été axées sur l'intégration de l'éducation nutritionnelle, de l'hygiène et de l'assainissement au sein des services d'immunisation et de suivi de la croissance, tant au niveau des FOSA qu'au sein des communautés. Ces actions ont été complétées par l'identification précoce et la prise en charge des cas de malnutrition, contribuant ainsi à l'amélioration des indicateurs nutritionnels et au renforcement de la prévention communautaire, touchant au total 140.465 participants.

VI.3. Services intégrés de développement de la petite enfance

Au cours de 2025, les interventions via 19.976 ECD opérationnels ont permis le suivi de 527.932 enfants de moins de six ans, sous une collaboration étroite avec leurs mamans qui ont toutes les témoignages à partager.

Figure 4. Les personnes servies en soins de santé, services nutritionnels et planification familiale naturelle





Témoignage 3. Madame Ernestine partage son parcours

Ernestine, mère de six enfants âgés de 34 ans, vit à Bugesera, où la malnutrition infantile représentait autrefois un défi pour sa famille avant l'éducation nutritionnelle, le jardinage familial et les démonstrations culinaires.

Parmi ses six enfants, le cinquième souffrait de malnutrition, non pas parce que la nourriture manquait, mais parce qu'Ernestine ignorait ce qu'était un régime alimentaire équilibré et nutritif. Grâce à une formation proposée par la Caritas Rwanda via le projet ECD sur la préparation de jardins potagers et les régimes équilibrés, Ernestine a acquis des connaissances pratiques qui ont changé l'avenir de sa famille.

« Nous ne manquons pas de nourriture, mais nous ne savions pas quoi donner à manger à nos enfants », explique-t-elle. Après la formation, elle a commencé à cultiver différentes sortes de légumes à la maison, rendant les repas nutritifs plus accessibles. « Même quand je rentre tard le soir, je peux récolter des légumes dans mon jardin et préparer un repas sain pour ma famille. »

Sa participation aux démonstrations culinaires mensuelles a renforcé sa compréhension dans la préparation du repas complet et nutritif et l'enfant n'a souffert de malnutrition depuis. Inspirée par ce changement, Ernestine a également commencé à partager ses connaissances avec d'autres mères de son village, leur enseignant les régimes équilibrés, la préparation des aliments et le jardinage familial. Cette transformation a été rendue possible grâce au projet du DPE, mis en œuvre par Caritas Rwanda, qui a permis la formation en nutrition, les démonstrations culinaires et les activités de jardinage familial. Grâce à ce soutien, la famille d'Ernestine et de nombreuses autres dans sa communauté sont désormais en meilleure santé, mieux informées et mieux équipées pour prévenir la malnutrition.

VII. Les capacités économiques des personnes vulnérables vis-à-vis développement intégral et durable

En 2025, l'approche des champs-écoles (FFS) et des groupes d'épargne et de crédit a servi de point d'entrée pour accroître la production agro-pastorale. Cette augmentation a été rendue possible grâce à l'amélioration de la fertilité des sols, à la diversification des cultures et de l'élevage, ainsi qu'à l'adoption de techniques de production innovantes, tant au sol qu'hors-sol. L'accroissement de la production a permis de réduire les pertes dues à l'humidité, aux moisissures et aux intempéries, grâce à la construction et à l'utilisation de hangars de séchage pour les céréales et les légumineuses, notamment le maïs et le haricot. De plus, l'amélioration des systèmes de stockage a renforcé la sécurité alimentaire et augmenté la valeur marchande des produits.

Grâce au renforcement des capacités des participants aux programmes, plusieurs changements positifs sont observés au sein de la communauté. Par exemple, treize jeunes entrepreneurs ont été récompensés lors des compétitions nationales de « Youth Connekt », remportant un total de 48 000 000 Frw, dont 25 000 000 Frw pour le premier gagnant. En outre, nos activités se sont concentrées sur la gestion durable de l'eau, la conservation des sols par la mise en place de terrasses et l'agroforesterie, la sensibilisation environnementale, ainsi que le renforcement des compétences en agroécologie, en gestion des catastrophes et en utilisation des données climatiques.

VII.1. La capacité de production agro-pastorales

En 2025, au total, 38.542 participants ont bénéficié d'une formation intensive sur les techniques avancées d'agriculture écologique, notamment la permaculture, la fabrication de biopesticides, l'aviculture ainsi que les techniques de production agricole à travers les champs-écoles. Un appui en intrants agricoles, comprenant des semences de légumes, des brouettes et des tubes de champignons, a été apporté à 4.873 participants. Par ailleurs, 1.734 participants ont reçu du petit bétail dans le cadre d'un système d'élevage rotatif. En outre, 6 918 participants ont pris part à des voyages d'études visant à favoriser les échanges d'expériences et l'apprentissage auprès d'agri-éleveurs plus performants. Enfin, 1.614 membres des Comités Paroissiaux de Caritas (CPC) ont été accompagnés dans les activités d'animation au développement.

Les formations, les voyages d'étude, ainsi que la distribution d'intrants agricoles, de bétail et de matériel agricole ont entraîné des changements significatifs au sein de la communauté des agri-éleveurs. Grâce au renforcement des capacités techniques, les participants aux projets ont adopté des pratiques agricoles et d'élevage plus modernes, plus écologiques et plus productives. Le renforcement des connaissances en matière de fertilisation organique, de protection des cultures et de conduite d'élevage a permis d'accroître les rendements tout en préservant la fertilité des sols.



Production de pleurote (champignons)

Les voyages d'étude ont, quant à eux, favorisé l'apprentissage par l'échange d'expériences et renforcé la motivation des producteurs à innover. La distribution d'intrants agricoles et d'élevage a contribué à améliorer la qualité, la quantité et la diversification de la production, tant animale que végétale. Cela a permis de renforcer la sécurité alimentaire des ménages et d'augmenter les revenus familiaux.

Témoignage 4. De petit semis à l'autonomisation

L'histoire de Mme Uwamariya Cécile, résidente du village de Gashora, dans la cellule de Murambi, illustre avec éloquence l'impact concret du programme PAID mis en œuvre par la Caritas Kibuye sur la résilience des ménages ruraux. Âgée de 46 ans, mère de trois enfants et grand-mère dévouée, elle a su transformer une modeste quantité de trois cuillères à soupe de semences, combinée aux compétences acquises au sein de son Organisation Paysanne (OP), en un véritable levier de changement économique.

En appliquant rigoureusement les techniques apprises à travers le champ école (FFS), elle a obtenu une production remarquable de 59 kg de légumes sur sa parcelle. Cette récolte a, dans un premier temps, permis d'assurer une alimentation saine et diversifiée à ses petits-enfants vivant sous son toit, renforçant ainsi la sécurité alimentaire du ménage.

Au-delà de l'autoconsommation, Cécile a franchi une étape décisive vers une agriculture orientée vers le marché en vendant son surplus de production pour un montant de 20 000 Frw. Faisant preuve d'une vision stratégique, elle a immédiatement réinvesti une partie de ses revenus dans l'achat de deux lapins. Pour elle, ce petit bétail représente bien plus qu'un simple investissement: il incarne un espoir pour l'avenir et la perspective d'une fertilité durable de ses terres grâce à la production de fumier organique.

En complément de cette initiative, elle a mis en pratique les principes de l'éducation financière en épargnant 10 000 Frw au sein de son groupe d'épargne et de crédit. Cette démarche proactive renforce sa sécurité économique face aux imprévus et démontre, de manière éloquente, qu'un appui ciblé et adapté peut contribuer à briser le cycle de la pauvreté.

VII.2. Réduction des pertes de production via la valeur ajoutée et les systèmes de traitement post-récolte

Avec la participation de 19.558 bénéficiaires, des progrès notables ont été enregistrés dans la réduction des pertes post-récolte causées par l'humidité, les moisissures et les intempéries. Grâce à un séchage mieux contrôlé et plus hygiénique, le maïs conserve une meilleure qualité nutritionnelle et peut être stocké plus longtemps sans risque de détérioration.

Sur le plan économique, le hangar de séchage contribue à réduire les pertes financières et à accroître la valeur marchande du maïs. Il renforce également l'autosuffisance alimentaire en garantissant une disponibilité régulière de matière première pour la transformation en farine et la fabrication d'aliments du bétail.

D'un point de vue pédagogique, par exemple au CEFOPPAK, des infrastructures telles que les hangars de séchage offrent un cadre pratique pour l'apprentissage des techniques de conservation et de gestion post-récolte, contribuant ainsi à renforcer les compétences professionnelles des apprenants en matière d'agriculture durable. Consciente que les pertes post-récolte représentent un frein majeur à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus des producteurs, la Caritas a mis en œuvre des actions visant à optimiser la valeur ajoutée de la production agricole et à améliorer les systèmes de traitement post-récolte

En complément, les agriculteurs ont été sensibilisés à l'amélioration de la qualité de leurs produits agricoles, en particulier le maïs et le haricot, après la récolte, à travers une meilleure utilisation des infrastructures de stockage disponibles, notamment celles mises en place par le MINAGRI, qui demeurent parfois insuffisamment exploitées.

VII.3. Renforcement des capacités financières

En 2025, 122.095 participants ont été touchés par les activités mises en œuvre dans le cadre de différents programmes visant à renforcer les capacités financières des personnes vulnérables. La communauté a été mobilisée pour créer et/ou adhérer aux groupes d'épargne et de crédit tout en bénéficiant d'un accompagnement dans leur gestion. Les membres de ces groupes ont également reçu un appui financier sous forme de fonds coup de pouce, destiné à accroître les capacités de prêt au sein de leurs GEC respectifs et, à terme, à soutenir le développement d'activités génératrices de revenus.

Les comités de l'ensemble des GEC ont été renforcés en éducation financière et entrepreneuriale, notamment à travers l'utilisation des technologies de l'information telles que Kayko et l'application CommCare. Ces outils facilitent la gestion comptable des GEC ainsi que celle des entrepreneurs individuels, l'enregistrement des données financières et l'élaboration de plans d'affaires bancables.

En complément des crédits octroyés par les GEC, les participants ont également accédé à des crédits ainsi qu'à d'autres services et produits financiers proposés par les institutions financières. Ils continuent par ailleurs à être accompagnés par des bénévoles et des Prestataires de Services Privés (PSP), qui assurent principalement les formations, le plaidoyer et le mentorat continu.



Témoignage 5. Des disputes au bonheur familial, cas d'Izabayo

Izabayo, âgée de 34 ans, est mariée et mère de trois enfants. Elle réside dans le district de Musanze, dans la Province du Nord. L'appui technique et financier qu'elle a reçu de la Caritas à travers le projet «100 Weeks» a contribué non seulement à l'amélioration de la situation économique de sa famille, mais également au rétablissement d'un climat familial apaisé. Avant son intégration dans le projet, son foyer était souvent marqué par des disputes liées à la pauvreté.

«Je m'appelle Izabayo, je suis mère de trois enfants. Avant le projet 100 Weeks, mon mari et moi vivions de la vente de notre main-d'œuvre journalière. Nous habitions une petite maison très ancienne avec nos enfants. Notre relation était très tendue à cause de la pauvreté, et nous étions constamment en conflit.

Avant le projet, nous avons beaucoup de difficultés à trouver de la nourriture pour nos enfants. Ils ne mangeaient qu'une seule fois par jour, le soir. Chaque matin, mon mari se rendait au lieu de rassemblement des ouvriers journaliers pour chercher du travail. Parfois, il avait la chance de trouver un emploi qui lui rapportait entre 1 000 et 1 500 francs rwandais par jour, mais il rentrait souvent les mains vides. De mon côté, j'allais dans des familles plus aisées pour laver des vêtements et gagner environ 1 000 francs rwandais. Lorsque l'un de nous rentrait sans rien rapporter, cela provoquait des disputes et des tensions dans la famille.

Mais lorsque j'ai été sélectionnée pour participer au projet 100 Weeks, et reçu une formation et un appui financier, j'ai décidé de me lancer dans le commerce du sorgho rouge, que je transforme en sorgho noir utilisé pour la préparation de la bière locale appelée "ikigage". Mon mari me soutient dans cette activité, notamment en transportant le sorgho acheté dans les villages éloignés.»

Après 70 semaines dans le projet, nous avons commencé à construire une maison. Nous avons acheté une vache, une parcelle et un vélo que mon mari utilise pour transporter le sorgho. Nous avons également ouvert un compte dans une institution de microfinance (RIM) pour l'épargne familiale. Je remercie la Caritas de m'avoir choisie pour participer à ce projet. Le projet 100 Weeks nous a apporté non seulement un progrès économique, mais aussi le bonheur familial.



Témoignage 6. De l'épargne communautaire à l'investissement agricole : l'essor du groupe TUZAMURANE

Le groupe d'épargne et de crédit (SILC) TUZAMURANE composé de 25 jeunes (15 filles et 10 garçons) du district de Rwamagana, secteur de Musha, cellule de Budahanda, est appuyé par le projet Gera Ku Ntego (GKN). Au départ, ce groupe fonctionnait comme un système d'épargne rotative, mais l'absence d'activité commune limitait son impact. Grâce à l'accompagnement du projet GKN, les membres ont été formés à la bonne gestion des groupes SILC et ont adopté la méthodologie SILC intégrant une activité de service communautaire, réalisée collectivement par le groupe et au nom du groupe, au bénéfice de la communauté.

Le 19 mai 2025, ils ont construit une maison pour une personne vulnérable en partenariat avec le district, démontrant leur engagement communautaire. Cette initiative leur a ouvert de nouvelles opportunités : le groupe a obtenu un don d'une serre d'une valeur de 8 000 000 Frw de la part de l'Association des Églises protestantes au Rwanda (AEPR) qui finance des projets pour la jeunesse à Rwamagana avec une contribution propre de 30 % (2 400 000 RWF) ; celle-ci a été construite sur un terrain de 8 ha loué par le district de Rwamagana à TUZAMURANE.

Avec cette serre, ils ont commencé la culture de légumes et de fruits en appliquant les techniques modernes apprises auprès de la Caritas Kibungo. Lors de leur première récolte, ils ont généré 2 200 000 Frw en quatre mois, ce qui a encouragé le groupe à développer d'autres cultures et à créer trois emplois permanents (deux ouvriers et un gardien).

Fort de ces succès, le groupe prévoit d'acquérir une exploitation agricole d'une valeur de 15 000 000 Frw d'ici 2026 pour y centraliser ses activités, avec pour objectif qu'en 2028, chaque membre devienne un investisseur actif dans sa communauté, contribuant ainsi à l'amélioration durable de ses conditions de vie.

VII.4. L'entrepreneuriat et emplois décents chez les jeunes et les femmes

Au cours de l'année 2025, les interventions en faveur de la promotion de l'entrepreneuriat et des emplois non agricoles ont permis d'appuyer 48.801 entrepreneurs, principalement les jeunes et les femmes, grâce à une approche intégrée combinant renforcement des compétences, appui financier et matériel. Les bénéficiaires, issus principalement de ménages vulnérables, ont été formés dans des centres de formation technique et professionnelle (VTC) et dans des productions installées dans différentes paroisses et congrégations religieuses avec prise en charge des frais de formation et octroi de kits de démarrage aux lauréats. Des formations de courte durée (6 à 12 mois), axées sur l'acquisition de compétences techniques adaptées aux besoins du marché ainsi que sur l'accès à l'information relative aux opportunités économiques, ont également été dispensées. L'ensemble de ces interventions a contribué à renforcer l'autonomie économique des bénéficiaires et à accroître leurs opportunités d'insertion socio-économique.

Renforcement des capacités en technologies de l'information

Afin de faciliter l'accès des bénéficiaires à des emplois productifs et décents, des formations en compétences numériques de base ont été dispensées. Ces formations ont notamment porté sur l'identification des offres d'emploi, des subventions, des opportunités d'investissement, des bourses, ainsi que sur l'accès à l'information relative aux opportunités disponibles. La majorité des bénéficiaires de ces formations était constituée d'agents de terrain, notamment les volontaires (Field Agents et Private Service Providers).






Voyage d'études

Des voyages d'études ont été organisés au profit des bénéficiaires afin de renforcer l'apprentissage pratique et l'exposition à des initiatives économiques performantes. Les visites ont porté sur des exploitations d'élevage porcin, des unités de production d'aliments pour animaux, des plantations d'ananas ainsi que des systèmes d'irrigation à petite échelle. Ces activités ont permis de consolider les connaissances techniques, de promouvoir l'adoption de bonnes pratiques et de stimuler l'esprit entrepreneurial.

Education entre les pairs

Ces groupes d'entraide permettent aux jeunes entrepreneurs ruraux d'échanger des expériences, connaissances et ressources essentielles. À travers les groupes WhatsApp, ils accèdent plus facilement aux marchés, au mentorat et à l'information. Ces réseaux favorisent l'innovation, l'apprentissage entre pairs, la résolution de problèmes et renforcent la collaboration ainsi que le développement collectif.

Figure 3. Les personnes ayant les capacités de production agricoles, de promotion environnementales et financières renforcées

La capacité de production agro-pastorales		38.542
Réduction des pertes de production via la valeur ajoutée et les systèmes de traitement post-récolte		19.558
Renforcement des capacités financières		122.096
L'entrepreneuriat et emplois décents chez les jeunes et les femmes		48.801
La prévention, l'adaptation et la résilience aux changements climatiques		46.493



Témoignage 7. Du désespoir à la dignité, cas de Mademoiselle Vumiliya Yvette

Mademoiselle Vumiliya Yvette, formée en soudure au VTC Butamwa en 2024, a créé son propre atelier de soudure et a engagé désormais plusieurs jeunes. “Grâce à ce métier, j’ai trouvé ma dignité et la capacité de soutenir ma famille”. Je m’appelle Yvette Vumiliya. Je suis née en 2006 et je suis le troisième et dernier enfant de ma famille. En raison de la situation familiale financièrement précaire, je n’ai pas eu la chance de terminer mes études secondaires. Après avoir échoué les examens au tronc commun afin de passer au niveau supérieur je suis restée à la maison. Plus tard, le chef du village est venu chez nous en recensant les jeunes qui n’avaient pas pu terminer leurs études secondaires afin leur proposer une formation professionnelle d’une durée de 4 mois, avec l’appui du District de Nyarugenge.

De Décembre 2023 à Janvier 2024, j’ai été admise au centre de formation professionnelle de Butamwa (VTC Butamwa), où j’ai suivi une formation en soudure. Lors de la recherche de stage, j’ai négocié pour obtenir un stage gratuit. Les frais de stage que j’ai reçus, je les ai épargnés. Avec ces économies, ainsi que les bonus reçus de l’atelier j’ai acheté un kit de démarrage composé d’une ponceuse, d’une foreuse et d’un poste à souder. J’ai ensuite commencé à chercher des contrats et je gagnais 7.000 Frw par jour. Petit à petit en épargnant de l’argent gagné, après six mois d’épargne sur mes revenus journaliers, j’ai pu acheter une deuxième ponceuse et un autre poste à souder. Aujourd’hui, je dispose de deux ponceuses, deux postes à souder et une foreuse dans mon atelier situé à Nyamirambo.

Actuellement, je gagne au moins 15.000 Frw par jour. Je travaille avec des particuliers et j’emploie deux ou trois personnes selon le volume de travail. Grâce à mes revenus, je soutiens ma mère afin de subvenir aux besoins de la famille. Chaque semaine, j’épargne 7.000 Frw dans les groupes d’épargne et crédits auxquels je suis membre. Mon projet d’avenir consiste à m’acheter une parcelle dans laquelle je vais implanter mon propre atelier de soudure au lieu de louer et dépenser de l’argent et je compte aussi augmenter le nombre d’employés.

VII.5. La prévention, l'adaptation et la résilience aux Changements climatiques



Au total, 46 493 participants ont bénéficié de formations en gestion durable des ressources hydriques, visant à sécuriser l'accès à l'eau à travers la protection des sources, la collecte des eaux de pluie et l'utilisation rationnelle de l'irrigation. En plus de la formation, divers systèmes d'approvisionnement en eau ont été construits ou rénovés, tant pour l'usage domestique que pour l'irrigation.

À titre d'exemple, Caritas Kibuye a construit, dans le secteur de Mutuntu, un nouveau réseau d'approvisionnement en eau à l'école primaire et secondaire de Manji, ainsi qu'un point d'eau communautaire fournissant une eau potable et propre à 1.750 élèves (écoles primaires et secondaires) et à 1.000 habitants de la communauté environnante.



L'accès à l'eau potable améliore l'hygiène et l'assainissement et réduit la distance et le temps que les habitants, en particulier les femmes et les enfants, consacrent à la collecte de l'eau. En appui à ces efforts, des études topographiques, le creusement de canaux d'adduction d'eau et l'installation de réservoirs ont été réalisés pour appuyer la communauté en ressources hydriques.



Par ailleurs, des initiatives de conservation des sols ont été mises en œuvre, notamment la mise en place de terrasses progressives et la promotion de l'agroforesterie. Ces pratiques contribuent à la lutte contre l'érosion, à la restauration de la fertilité des sols et à la stabilisation des pentes vulnérables. Dans plusieurs cas, des arbres fruitiers ont également été plantés, offrant à la fois des bénéfices nutritionnels et des opportunités de revenus.



La promotion des énergies renouvelables, en particulier l'utilisation de foyers améliorés, a été encouragée, en combinaison avec des pratiques de gestion rationnelle de l'énergie. Ces actions ont permis de réduire la pression sur les ressources forestières, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer les conditions sanitaires des ménages.

Des campagnes sur la conscience environnementale ont été organisées afin de renforcer et d'encourager la protection de l'environnement, la conservation de l'eau, la gestion des catastrophes, l'agroécologie et l'utilisation des données climatiques. Ces interventions ont contribué à améliorer la planification et la gestion des risques climatiques, consolidant ainsi la résilience des communautés encadrées.



Témoignage 7. Une petite exploitation agricole, point de relais pour se développer, cas de Musabyimana Caritas

MUSABYIMANA Caritas, 53 ans, cheffe de ménage et mère de six enfants, réside dans le village de Nyamirama (secteur de Kibumbwe, district de Nyamagabe). Bénéficiaire du projet de promotion de l'agroforesterie mis en œuvre par Caritas Gikongoro depuis 2024, elle a significativement amélioré ses conditions de vie grâce aux formations reçues, notamment sur l'agroforesterie, la production de plants et la gestion des pépinières.

Avant l'intervention, son exploitation souffrait d'une faible fertilité et d'une superficie limitée, entraînant une production insuffisante. Dès 2024, elle a planté diverses espèces agroforestières sur 30 ares, dont des avocatiers, papayers, goyaviers, maracujas et Grevillea. À ce jour, certaines cultures, notamment les papayers et les maracujas, génèrent déjà des récoltes pour la consommation familiale et la vente qui lui ont généré un revenu de 40 000 Frw qu'elle a ensuite investi dans l'achat d'un porcelet reproducteur. Ce dernier lui procure du fumier organique et des revenus supplémentaires grâce aux services de saillie. Elle participe également à un groupe d'épargne et de crédit, renforçant ainsi sa capacité à subvenir aux besoins de sa famille.

À moyen terme, elle prévoit d'étendre et de diversifier ses plantations agroforestières, ainsi que d'acquérir une vache afin d'augmenter la production de fumier et de lait. Elle souligne que l'appui de Caritas Gikongoro a contribué de manière significative à l'amélioration durable de ses conditions de vie.

Les leçons apprises, défis et voies de sortie

Durant l'année 2025, on a appris pas mal de leçons dans différents programmes de Caritas Rwanda et réseau.

VIII.1. Administration et Finance

Les échanges d'expériences, notamment avec Caritas Ruhengeri, ont permis de capitaliser les bonnes pratiques en matière de mobilisation des ressources, confirmant que l'apprentissage institutionnel et l'investissement stratégique sont des leviers déterminants pour assurer la durabilité et la résilience organisationnelle.

VIII.2. Programme des Œuvres Sociales et Caritatives

1. Les structures dans les Caritas des écoles jouent leur rôle dans la vie des vulnérables. Les écoliers ont la joie de contribuer à l'assistance de leurs collègues de classe qui sont dans le besoin ainsi que chez les voisins.
2. Le fait de compléter les structures de la Caritas, les formations données aux bénévoles donne de bons résultats dans la vie de la Caritas des paroisses, des écoles et du diocèse ;
3. La sensibilisation et les rencontres avec des représentants des congrégations religieuses ont beaucoup contribué dans l'amélioration dans la collaboration et le rapportage au niveau des Caritas des diocèses ;
4. La majorité des bénéficiaires, après avoir été sensibilisé et mobilisé ont la volonté de travailler et ne pas perdre l'espoir. Ils sont sensibles à changer leur mode de vie, ceci les pousse à beaucoup travailler, à adhérer aux groupes d'épargnes et crédits. Cette prise de conscience a permis aux bénéficiaires surtout les parents de valoriser leur travail et résoudre leurs problèmes socio-économiques.
5. La solidarité chrétienne et la collaboration avec d'autres acteurs contribue grandement à la transformation socio-économique des parents d'enfants en situation difficile et autres vulnérables ;
6. Des groupes de parents, grâce à la sensibilisation, ont bien compris que les conflits familiaux nuisent gravement aux droits des enfants et contribuent à la pauvreté tant familiale que nationale.
7. L'implication des autorités ecclésiastiques que locales dans la sensibilisation dans les temps forts de l'Eglise et dans le mois de charité permet le bon rendement dans la collecte, ainsi l'assistance aux vulnérables ;
8. La motivation des bénévoles /les animateurs de la Caritas à tous les niveaux est une stratégie pour le bon rendement du mois de charité car elle permet de la prise de conscience de leur apostolat de bénévolat et cela aide à trouver la bonne collecte.

VIII.3. Programme de développement

1. Le développement économique avec intégration d'épargne et crédit, cheptel rotatif etc., s'est avéré indispensable au développement des personnes avec moyens limités;
2. L'approche de développement intégré avec services complémentaires (économiques, entrepreneuriales, agropastorales, sociales etc.), permet d'atteindre la résilience rapide et pérenne;

3. Le renforcement des capacités des parties prenantes au niveau local favorise l'appropriation et la pérennité des interventions ;
4. La mise en place d'un système de suivi et d'évaluation rigoureux permet de suivre les progrès des participants, d'identifier les axes d'amélioration et d'informer les programmes futurs.

VIII.2. Programme santé

1. La coordination stratégique renforce l'impact et la crédibilité

L'alignement étroit avec le Ministère de la Santé et les partenaires techniques a permis d'optimiser les ressources, d'éviter les duplications et d'améliorer la qualité des services rendus. Cette coordination structurée, a renforcé la performance globale des interventions et consolidé la crédibilité de Caritas Rwanda comme acteur fiable du système national de santé, au service du bien commun.

2. L'approche intégrée et communautaire favorise des résultats durables

L'intégration de la prévention, de la promotion de la santé, du renforcement des capacités et de la mobilisation communautaire a démontré son efficacité pour améliorer durablement les indicateurs sanitaires. L'implication active des communautés et des structures locales a renforcé l'appropriation des actions, amélioré l'adhésion aux services et consolidé la résilience des bénéficiaires, en cohérence avec la vision de développement humain intégral portée par Caritas.

3. La gestion axée sur les résultats garantit performance et redevabilité

Le suivi rigoureux des indicateurs, l'analyse régulière des données et la discipline budgétaire ont permis d'atteindre des taux de réalisation élevés tout en assurant une exécution financière maîtrisée. Cette approche fondée sur les résultats renforce la redevabilité institutionnelle et la gestion efficace des ressources pour maximiser l'impact auprès des populations les plus vulnérables.

4. La résilience institutionnelle est essentielle face aux chocs financiers et aux crises

Les fluctuations de l'aide internationale, notamment l'interruption de certains financements majeurs, ont mis en évidence l'importance de diversifier les ressources et de renforcer les mécanismes internes d'adaptation grâce à une planification stratégique l'optimisation des ressources disponibles.

Les défis et les voies de sortie

Le tableau ci-après résume les défis et les voies de sorties proposées :

Défis	Voies de sortie
Administration et Finance	
Fonds insuffisants par rapport à la demande	Multiplication des efforts de mobilisation de fonds Hiérarchiser les priorités
Instabilité du personnel	Motiver le personnel
Œuvres Sociales et Caritatives	
Beaucoup de bénévoles actuellement engagés sont d'un âge avancé, avec une capacité réduite à s'impliquer activement dans les nouvelles formes de mobilisation, de communication et d'action sur le terrain	Faire la sensibilisation, la mobilisation et impliquer les jeunes dans les structures Caritas. Ou renouvellement des équipes bénévoles, par l'implication proactive de la jeunesse, tant dans les milieux paroissiaux que dans les structures éducatives.
La mise en œuvre du programme des enfants en situation difficile ainsi que l'aide à d'autres groupes vulnérables est souvent handicapé par le budget limité qui ne permet pas d'atteindre beaucoup de participants dans le besoin.	Une approche de collaboration avec les autres partenaires est à renforcer, le plaidoyer et le transfert des participants pour des services non fournis.
Instabilité des bénévoles retarde l'élaboration des rapports et le suivi des programmes dans les paroisses.	Prévoir des réunions de rapportage dans les planifications futures.
L'irresponsabilité de certains parents à l'éducation de leurs enfants	Renforcer la sensibilisation et l'éducation des parents et de la communauté tout entière.
Développement	
Faible utilisation des infrastructures de stockage et de conservation des produits agricoles déjà disponibles	Continuer à sensibiliser les agriculteurs et les coopératives agricoles à utiliser les infrastructures de stockage/séchage
L'insuffisance d'information en rapport avec les prix des produits agricoles sur les marchés	S'assurer de la transmission régulière d'information disponible ex. e-soko, prestataires de services etc., aux agriculteurs et coopératives agricoles
Le nombre réduit de participants qui utilisent les outils de technologie de l'information (kayko application)	Continuer la mobilisation des jeunes pour utiliser l'application kayko
Sècheresse prolongée et les inondations dans les marais qui détruisent les cultures et les infrastructures professionnelle.	Reboisement et l'agroforesterie, aménager les marais, pratiquer l'irrigation à petite échelle.
Participants qui quittent les projets/programmes avant de compléter les services prévus	Faire le remplacement avec les personnes dont les besoins correspondent aux services qui restaient

Défis	Voies de sortie
La demande élevée d'appui financier et technique pour prévenir et s'adapter aux changements climatiques	Continuer le plaidoyer auprès des partenaires et organiser plus de séances de sensibilisation à la communauté pour prévenir les aléas climatiques
Pluies torrentielles causant les inondations et érosion, la secheresse etc.	Intégration renforcée de l'agroécologie et de la résilience de la communauté et les techniques de réduction des effets de la secheresse sur les cultures.
Exiguïté des exploitations agricoles familiales	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le plaidoyer auprès des personnes ayant des terres no exploitées à l'optimum (des paroisses, le gouvernement local) • Pratiquer l'agriculture hors sols et hors-séries promouvoir les activités non agricoles
La jeunesse ne s'intéresse pas aux activités agricoles	Mobiliser les jeunes à rejoindre les mouvements associatifs(agriculture) pour une agriculture professionnelle
Les coûts de production agricoles élevés	<ul style="list-style-type: none"> • Recourir à l'utilisation rationnelle des ressources disponibles dans le milieu ; • Adhérer aux coopératives agricoles pour accès facile aux intrants agricoles et • Plaidoyer pour l'accès aux intrants
Maladies causant les pertes animales.	Renforcement du suivi vétérinaire et de l'hygiène générale
Immense besoin par rapport aux moyens	Développer les initiatives locales d'autosuffisance financière.et de mutualité
L'Esprit d'attentisme	Continuer la mobilisation à l'auto prise en charge et renforcement de leur capacité financière
Les membres des GEC qui ne remboursent pas les crédits octroyés par leurs GEC	Renforcer et respecter le règlement d'ordre intérieur et recourir aux autorités locales
L'insuffisance d'informations sur les opportunités existantes	Sensibiliser les participants au programme à se grouper et utiliser les technologie de l'information (adhérer aux groupes WhatsApp basés sur les affaires selon les catégories : agriculture, art, services,..)
Santé	
Quelques abus de non-respect de la convention, notamment en matière de recrutement, de mutation du personnel, du rôle des districts/secteurs dans la cogestion des FOSAs,... sont encore observés.	Plaider pour la révision de la Convention.

Défis	Voies de sortie
<p>Insuffisance du personnel soignant, en particulier dans les centres de santé et hôpitaux situés dans les zones rurales. Le Ministère de la Santé affecte le personnel mais celui-ci refuse souvent de se rendre dans ces régions.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer pour la mise en place d'une politique/ stratégie de rétention du personnel de santé; • Plaider au niveau des Comités de Santé pour étudier et prendre des décisions sur les indemnités de brousse (primes).
<p>Retard dans le paiement des services de santé offerts aux membres de la Mutuelle de Santé, pouvant avoir un impact négatif sur la disponibilité des médicaments (rupture de stock) dans certaines formations sanitaires qui n'ont pas assez de fonds propres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre le plaidoyer en faveur du recouvrement des créances liées aux mutuelles de santé (MUSA) et aux autres assurances maladie; • Promouvoir la politique de la «Capitation» dans toutes les FOSAs
<p>Insuffisance des fonds au niveau des FOSAs pour accomplir leur mission primordiale de la santé pour tous.</p>	<p>Renforcer les mécanismes de bonne gestion, d'auto-financement et de mobilisation des ressources pour les structures sanitaires.</p>
<p>Quelques Formations Sanitaires disposant des infrastructures (vétustes) qui ne répondent plus aux standards du Ministère de la Santé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rendre opérationnels les Comités de Mobilisation de ressources au niveau des Caritas Diocésaines visant le développement ; • Renforcer les stratégies de partenariat afin de contribuer à un système de santé plus résilient face aux défis futurs.
<p>Le système de rapportage des données PFN n'est pas encore pleinement opérationnel, ce qui constitue un défi majeur pour la gestion efficace des données.</p>	<p>Prévoir et opérationnaliser une réunion trimestrielle d'échange sur les données PFN et sur le système de rapportage entre la Caritas Rwanda et SNAF et à tous les niveaux</p>
<p>La réduction des financements externes et la volatilité de l'aide au développement ont réduit la marge de manœuvre opérationnelle, affectant l'extension de certaines interventions prioritaires et la consolidation des acquis.</p>	<p>Mettre en place une stratégie structurée de diversification des ressources, renforcer la planification budgétaire axée sur les priorités à fort impact afin de garantir la continuité des soins et la dignité des bénéficiaires.</p>
<p>Le système de rapportage des données PFN n'est pas encore pleinement opérationnel, ce qui constitue un défi majeur pour la gestion efficace des données.</p>	<p>Prévoir et opérationnaliser une réunion trimestrielle d'échange sur les données PFN et sur le système de rapportage entre la Caritas Rwanda et SNAF et à tous les niveaux</p>
<p>La réduction des financements externes et la volatilité de l'aide au développement ont réduit la marge de manœuvre opérationnelle, affectant l'extension de certaines interventions prioritaires et la consolidation des acquis.</p>	<p>Mettre en place une stratégie structurée de diversification des ressources, renforcer la planification budgétaire axée sur les priorités à fort impact afin de garantir la continuité des soins et la dignité des bénéficiaires.</p>

Planification Operationnelle 2026

OS	Résultat	Activités	Bénéficiaires Prévus	Budget Prévu
1.	Renforcer les capacités de mobilisation et de gestion des ressources			
	1.1.	Partenariat avec les acteurs/parties prenantes renforcé		62.290.000
	1.2	La capacité de l'Organisation à mobiliser et à gérer les actifs, les ressources financières et humaines améliorée		3.539.473.372
	S/T1			3.601.763.372
2.	Sensibilisation, mobilisation et renforcement des capacités des communautés à la résilience économique et aux crises humanitaires			
	2.1.	Les agents pastoraux et leurs partenaires se sont appropriés de la vision, mission et interventions de Caritas	67.708	32.963.000
	2.2	La communauté est engagée dans la prise en charge des personnes vulnérables dans l'Esprit de solidarité	116.512	29.465.800
	2.3	Les ménages appuyés ont changé de comportement vis-à-vis du concept pauvreté et participent aux activités visant la réduction de leur pauvreté et celle de la communauté environnante	113.918	3.914.323.942
	2.4	Les stratégies de prévention et de prise en charge des personnes affectées par des crises humanitaires sont renforcées	1.346	6.967.000
	S/T2			3.983.719.742
3.	Améliorer l'accès et la disponibilité des services de santé préventifs, promotionnels, curatifs, palliatifs, réhabilitation abordables et de qualité.			
	3.1.	L'accessibilité, la disponibilité et la qualité des services de santé primaires sont améliorées	3.329.501	22.604.532.449
	3.2.	L'accessibilité, la qualité et la demande en santé maternelle, néonatale et infantile sont améliorées	218.852	155.699.550
	S/T3			2.360.231.999

OS	Résultat	Activités	Bénéficiaires Prévus	Budget Prévu
4.	Assurer la prévention et la prise en charge communautaire des maladies transmissibles et non transmissibles			
	4.1	Les agents pastoraux et leurs partenaires se sont appropriés de la vision, mission et interventions de Caritas	2.834.238	1.762.327.394
	4.2	La communauté est engagée dans la prise en charge des personnes vulnérables dans l'Esprit de solidarité	42.331	178.224.042
	4.3	Les ménages appuyés ont changé de comportement vis-à-vis du concept pauvreté et participent aux activités visant la réduction de leur pauvreté et celle de la communauté environnante	48.647	80.018.790
	4.4	Les stratégies de prévention et de prise en charge des personnes affectées par des crises humanitaires sont renforcées	6.896	25.433.620
S/T4			2.020.570.226	
5.	Faciliter les familles dans la prise de décision éclairée et responsable en matière de méthodes de planification familiale naturelle			
	5.1.	La demande, l'accessibilité et l'adhésion aux services de qualité offerts à travers le Programme PFN Naturelle au niveau des FOSA sont augmentées	283.433	58.560.000
		La synergie et la collaboration avec les partenaires du programme de planification familiale naturelle (PFN) sont optimisées	10	940.00
S/T5			59.500.000	

OS	Résultat	Activités	Bénéficiaires Prévus	Budget Prévu
6.	Améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes, des enfants de moins de 6 ans et des adolescents, en mettant l'accent sur la fenêtre d'opportunité des 1 000 premiers jours			
	6.1	L'état nutritionnel des femmes enceintes et allaitantes, ainsi que celui des adolescents est amélioré	4.773	328.181.260
	6.2	L'état nutritionnel des enfants moins de six (6) ans est amélioré	91.581	82.504.084
	6.3	La qualité et un accès égal aux services de développement de la petite enfance pour tous les bénéficiaires sont assurés	742.257	1.055.073.659
	S/T6			1.465.759.003
7.	Les capacités économiques des personnes vulnérables vis-à-vis développement intégral et durable			
	7.1	Les participants aux programmes ont les capacités de production agro-pastorales augmentées	29.424	354.576.850
	7.2	Les pertes de production sont réduites par l'optimisation de la valeur systèmes de traitement post-récolte ajoutée à la production et des	15.055	251.212.095
	7.3	Les participants aux programmes ont les capacités financières renforcées	41.740	824.892.400
	7.4	L'esprit d'entreprise et les possibilités d'emplois décents et productifs augmentés pour les jeunes et les femmes	14.059	411.280.000
	7.5	Les participants au programme ont amélioré la prévention, l'adaptation climatiques et la résilience aux changements	56.917	536.670.720
	S/T7			2.378.632.065



PARTENAIRES



Republic of Rwanda
Ministry of Health



Republic of Rwanda
Ministry of Local Government



Republic of Rwanda
Ministry in charge of
Emergency Management



Healthy People, Wealthy Nation

Rwanda
Biomedical
Centre



NCDA
National Child Development Agency



UNHCR
The UN Refugee Agency



Until we are all equal

World Vision



SLOVENIA
AID & PARTNERSHIPS



Secours
Catholique
Caritas France



sustainable
villages
foundation
STIFTUNG NACHHALTIGE
DORFENTWICKLUNG



Trócaire
Working for a just world.



Caritas
Internationalis



Caritas
AFRICA



Karitas
Caritas Slovenia

Caritas
Austria

Cáritas
Española



Get Involved



KN 76 St 3



info@caritasrwanda.org



[@CaritasRwanda](https://twitter.com/CaritasRwanda)



www.caritasrwanda.org